INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 10 janvier 2023**

**INFOS MACRO**

* Les bourses d'Europe ont confirmé leur légère baisse après le discours du président de la Fed, Jerome Powell. Le CAC 40 a cédé 0,55% à 6 869,14 points et l’EuroStoxx50 a perdu 0,27% à 4 057,46 points. Du côté de Wall Street, les indices progressaient légèrement, le Dow Jones gagne 0,05% et le Nasdaq 0,22% vers 17h45.
* Jerome Powell a déçu les économistes en s'abstenant de toute indication sur l'évolution prochaine des taux d'intérêt. Ses propos n'ont cependant pas démenti les prévisions faites hier par deux responsables de la Réserve fédérale américaine selon lesquels la banque centrale pourrait porter et maintenir ses taux d'intérêt au-dessus des 5%. Selon Raphael W. Bostic, président de la Fed d'Atlanta, ils devraient le rester jusqu'en 2024.
* " L'absence de contrôle politique direct sur nos décisions nous permet de prendre (des) mesures nécessaires sans tenir compte des facteurs politiques à court terme ", a déclaré le président de la Fed dans une déclaration préparée en vue d'une conférence sur l'indépendance des banques centrales organisée à Stockholm par la Banque de Suède, à deux jours la publication des chiffres de l'inflation de décembre. " Mais rétablir la stabilité des prix lorsque l'inflation est élevée peut nécessiter des mesures qui ne sont pas populaires à court terme, car nous augmentons les taux d'intérêt pour ralentir l'économie ", a-t-il également estimé.
* La monnaie européenne perd 0,06% à 1,0726 dollars, le discours de Jerome Powell n'a pas réservé de surprise. "La stabilité des prix est le fondement d'une économie saine et procure au public des avantages incommensurables au fil du temps", a déclaré le président de la Fed dans des remarques préparées en vue d'une table ronde en Suède consacrée à l'indépendance des Banques centrales. "Mais rétablir la stabilité des prix lorsque l'inflation est élevée peut nécessiter des mesures qui ne sont pas populaires à court terme, car nous augmentons les taux d'intérêt pour ralentir l'économie."
* Alors que l’once d’or a atteint un plus haut depuis juin 2022 à la suite des statistiques américaines de la fin de semaine dernière, UBS anticipe un recul des prix à court terme. Le spécialiste ne croit pas au scénario du marché des taux qui anticipe désormais des hausses de taux moins nombreuses et un assouplissement monétaire plus précoce. La banque suisse anticipe pour sa part un taux terminal d’environ 5%.

" Compte tenu de notre point de vue et de la corrélation de l'or avec le dollar américain et les taux d'intérêt nominaux, nous prévoyons une baisse des prix à court terme ", ajoute UBS.

Sur le marché, l'once d'or progresse de 0,22% à 1 882 dollars.

* Goldman Sachs maintient sa prévision selon laquelle la croissance de la zone euro sera faible au cours des mois d'hiver compte tenu de la crise énergétique, mais n'envisage plus de récession technique. La banque américaine relève sa prévision d’évolution du PIB pour la zone euro à +0,6 % pour 2023 contre -0,1% auparavant. L’économiste souligne que si les enquêtes réalisées auprès des entreprises pointaient - jusqu’à très récemment - dans la direction d'une grande faiblesse économiques, les données économiques concrètes (hard data) ont fait preuve d'une étonnante résistance en 2022.

Maintenant, le Vieux Continent bénéficie de deux chocs positifs, un hiver clément et la réouverture de la Chine.

L'inflation est, elle, attendue à environ 3,25% en fin d'année, à comparer avec une précédente prévision de 4,50%.

* La croissance du crédit bancaire sur un an reste très soutenue augmentant de 7,7 % à fin novembre après une progression de 8,6 % à fin octobre, a indiqué la Banque de France. Elle reste dynamique, en particulier pour les grandes entreprises (+ 18,4% contre + 6,8% pour les entreprises de taille intermédiaire et + 5,8 % pour les PME). Par secteur, la croissance est portée par l’ensemble de l’industrie (+13,8%) et les conseils et services aux entreprises (+ 12,5%) tandis que l’hébergement et la restauration se démarquent avec une diminution du crédit sur un an (-0,9%).

" La réintermédiation bancaire du financement des entreprises se poursuit en raison d'un coût du crédit bancaire qui reste moins élevé que celui des émissions de titres de créances ", explique la Banque de France.

Le coût du crédit bancaire a toutefois augmenté de 52 points de base en novembre à 3,02% tandis que celui des émissions de titres de dette baisse (3,92%, après 4,39% en octobre). Au total, le coût global des financements des sociétés non-financières atteint 3,33% en novembre, en hausse de 18 points de base par rapport à octobre.

**SOCIETES**

* Côté valeurs, Renault a terminé à la première place du CAC 40 avec un gain de 218%, après un relèvement de l'objectif de cours de Goldman Sachs de 33 à 38 euros, malgré une opinion maintenue à " neutre ". Bayer a fini en tête de l'EuroStoxx 50 avec une hausse de plus de 4% grâce au relèvement de son objectif de chiffre d'affaires à plus de douze milliards d'euros pour son activité pharmacie.
* Engie (-0,06% à 13,15 euros) et le gouvernement fédéral belge ont signé hier un accord (Heads of Terms and Commencement of LTO Studies Agreement) en vue de la prolongation de la durée de vie opérationnelle des réacteurs nucléaires de Doel 4 et Tihange 3 pour dix ans, pour une capacité de production totale de 2 gigawatts. Cet accord de principe constitue une étape importante et ouvre la voie à la conclusion d’accords complets dans les mois qui viennent. Il prévoit en outre d’engager immédiatement les études environnementales et techniques préalables à l’obtention des autorisations liées à cette prolongation.

ll concrétise les éléments évoqués dans la Letter of Intent signée le 21 juillet 2022.

Il fixe les contours de la création d'une structure juridique dédiée aux deux unités nucléaires prolongées, détenue à parité par l'État belge et Engie.

Cet accord définit le cadre d'un plafonnement des coûts futurs liés au traitement des déchets nucléaires ; cadre qui permettra de figer les paramètres techniques et financiers d'un plafonnement dans les prochaines semaines en y incluant une prime de risque.

Il détermine un ensemble de garanties permettant d'assurer la bonne exécution des engagements de l'opérateur nucléaire.

Via cet accord, les deux parties confirment leur objectif de mettre en œuvre leurs meilleurs efforts pour redémarrer en novembre 2026 les unités nucléaires de Doel 4 et Tihange 3.

* Microsoft est en pourparlers pour investir jusqu'à 10 milliards de dollars dans OpenAI, le créateur du prototype d'agent conversationnel utilisant l'intelligence artificielle ChatGPT, affirme Bloomberg citant des personnes proches du dossier. La proposition à l'étude prévoit que le géant du logiciel versera l'argent sur plusieurs années, mais les conditions finales peuvent changer. Les deux entreprises discutent de l'accord depuis des mois.

Le site d'informations Semafor a été le premier à évoquer un tel investissement. Selon lui, OpenAI pourrait être valorisé 29 milliards de dollars.

* Coinbase, la plate-forme d'échange de cryptomonnaie, a annoncé la suppression de 950 postes afin de réduire ses coûts en raison de la crise traversée par les cryptomonnaies. Cette réduction d'effectif devrait être réalisée pour l'essentiel d'ici le deuxième trimestre 2023. Coinbase souhaite ainsi réduire ses dépenses opérationnelles de 25% d'ici la fin mars par rapport à fin décembre.

Dans le cadre de ces mesures, la société estime qu'elle engagera des dépenses de restructuration totales d'environ 149 à 163 millions de dollars, dont environ 58 à 68 millions de dollars de charges en espèces liées aux indemnités de départ des employés et autres prestations de cessation d'emploi.

* Les livraisons mondiales de véhicules entièrement électriques de Volkswagen ont augmenté de 23,6 % l’année dernière, avec quelque environ 330 000 unités livrées. En Bourse, l’action VW a perdu 0,59% à 127,26 euros au sein d’un secteur en hausse. Dans le même temps, les livraisons de la marque tous types de véhicules confondus ont diminué de 6,8% par rapport à l'année précédente, en raison de la situation tendue de l'offre. Avec environ 170 000 unités livrées aux clients en 2022, l'ID.4 est la première voiture électrique mondiale du Groupe Volkswagen.

En Chine, plus grand marché de vente de l'entreprise, Volkswagen a plus que doublé les livraisons de modèles entièrement électriques de la gamme ID. : 143 100 ID.33, ID.4 et ID.64 y ont été livrées aux clients en 2022, soit une hausse de 102,9%. Les ventes de ces véhicules ont également connu une forte hausse en Amérique du Nord avec 22 700 ID.4 livrés dans la région, en hausse de 27,7 %. Avec des livraisons d'environ 8 900 unités, l'ID.4 a été la voiture la plus vendue en Suède, tous types de moteurs confondus, comme en 2021, et comme le modèle ID.3 en 2020.

Depuis que le premier ID.3 a été remis à un client en septembre 2020, Volkswagen a livré plus de 580 000 modèles de la famille ID. dans le monde entier. La semaine dernière, le constructeur a présenté au Consumer Electronics Show (CES) de Las Vegas la dernière nouveauté de la famille ID, une ID.7, qui étend son portefeuille électrique au segment de la classe moyenne supérieure à fort volume.

Avec la stratégie " Accelerate ", Volkswagen accélère le rythme de sa campagne électrique avec dix nouveaux modèles électriques d'ici 2026. La marque aura alors le bon produit dans chaque segment, de la voiture électrique d'entrée de gamme (à quelque 25 000 €) au nouveau modèle phare ID.72.

Volkswagen s'attend à ce que 2023 soit une autre année volatile et difficile en raison des goulots d'étranglement persistants dans l'approvisionnement en semi-conducteurs. L'entreprise prévoit néanmoins une amélioration progressive de la situation.

**ANALYSE**

* La principale critique opposée à la décision de la BCE d'augmenter les taux est que cette mesure serait inefficace pour réduire l'inflation dans le contexte actuel. Inefficace et même nuisible. Il ne s'agirait pas d'une inflation provoquée par un « excès de demande », mais plutôt d'une « inflation de coûts », qui dériverait d'une augmentation des prix des produits importés, comme l'énergie. Ce deuxième genre d'inflation ne se combattrait pas grâce à des taux d'intérêt plus élevés, mais par d'autres actions sur le système productif.

Cette critique, souvent avancée par certains politiques ou universitaires, est caduque, pour deux raisons. En premier lieu, l'inflation actuelle ne concerne pas seulement les produits importés, notamment l'énergie, mais l'ensemble des biens et services. En novembre 2022, l'indice général des prix à la consommation de la zone euro a augmenté de 10,1 %.

L'inflation, hors alimentation, énergie, alcools et tabac, a été de 5 %, inférieure à l'indice général, mais supérieure aux 2 % que l'on appelle, par consensus, stabilité des prix. Il ne s'agit donc pas seulement d'inflation importée, mais, désormais, généralisée.

Les prévisions de la BCE font état d'une inflation moyenne en 2023 de 6,3 %, de 3,6 % en 2024 et supérieure à 2 % en 2025. Certains considèrent les prévisions de la BCE trop pessimistes, visant à justifier une politique monétaire plus restrictive.

En fait, la BCE a jusqu'à présent plutôt sous-estimé l'inflation et tardé à réagir. Une comparaison avec les prévisions d'autres institutions internationales confirme que l'inflation restera élevée dans les prochaines années : 6,8 % en 2023 et 3,4 % en 2024 pour l'OCDE ; 6,1 % en 2023 et 2,6 % en 2024 pour la Commission européenne.

La deuxième erreur des critiques de la BCE concerne la durée et la cause de l'augmentation des prix des produits importés. Il est peu probable que le renchérissement de l'énergie soit temporaire et qu'on puisse revenir rapidement aux niveaux d'avant crise. Ceci n'est pas lié seulement au conflit en Ukraine, mais aussi à la pénurie de matières premières.

Le renchérissement de ces matières importées réduit les termes de l'échange pour les pays importateurs, et donc leur pouvoir d'achat. Le revenu diminue ainsi de façon permanente et fait apparaître dans l'immédiat un excès de demande agrégée par rapport au revenu de long terme des principaux pays, créant ces pressions inflationnistes et le déficit de la balance commerciale.

Si la demande agrégée ne s'ajuste pas au nouveau niveau de revenu, l'inflation devient endémique et se transmet à tous les autres secteurs de l'économie.

En conclusion, même si le choc externe produit un effet d'abord du point de vue de l'offre, il provoque en même temps un excès de demande inflationniste. L'inflation est alors due à l'excès de demande par rapport au niveau de revenu de long terme. Si l'on essaye de compenser ce déséquilibre avec des politiques monétaires et budgétaires expansionnistes pour stimuler la demande, on ne fait qu'accroître les pressions inflationnistes et rendre encore plus

C'est l'erreur qui fut faite en 1973. La tentative de compenser la perte de pouvoir d'achat due à l'augmentation du prix du pétrole avec des politiques de soutien à la demande fit augmenter l'inflation à des niveaux insoutenables et conduisit les banques centrales à devoir mettre en œuvre des restrictions monétaires encore plus dures.

L'indépendance de la Banque centrale, qui n'était alors pas garantie, permet aujourd'hui d'orienter la politique monétaire vers un objectif précis, la stabilité des prix, et de résister aux pressions court-termismes. Les politiques budgétaires sont sous la vigilance des marchés, qui doivent les financer. Quant aux politiques structurelles, elles dépendront de la capacité des gouvernements à favoriser la transition vers les technologies à plus grande valeur ajoutée.

Ceux qui prendront cette décision seront avantagés dans les années à venir.

**L’AGENDA DU 11 janvier 2023**

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers